

## RECONNAÎTRE LA PALESTINE

# Un espoir venu d'Europe ?

Environ 135 pays ont à ce jour reconnu l'État palestinien. Mais l'Europe reste à la traîne... Les Parlements de la Belgique, du Danemark et de l'Irlande, les Parlements français et britannique ont officiellement demandé à leurs gouvernements respectifs d'accélérer cette reconnaissance. Une longue attente...



© Magazine L'appel - St. GRANVEZ

## FREE PALESTINE.

Sur quelles terres établir un État ?

**A**u petit matin, avant que le soleil ne brûle les collines de Cisjordanie, Yacine monte derrière sa maison à travers les citronniers et les champs d'oliviers. Il aime cet endroit, situé entre Bethléem et Ramal-

lah. Il y a quelques années, sur le versant opposé, un camp militaire israélien entachait la tranquillité de cette vallée : « Aujourd'hui, Ils sont partis. Celui-ci n'est pas devenu une colonie israélienne comme en beaucoup d'autres endroits. »

Yacine travaille dans un service de santé à Bruxelles. Mais il n'a pas renoncé à construire sa maison dans ce village autrefois à majorité chrétienne, où vit encore une grande partie de sa famille. « Il faut montrer, dit-il, que nous voulons

rester ici. Depuis des années, Israël n'a cessé de développer de nombreuses colonies, sans que cela suscite beaucoup de réactions de la part des gouvernements européens. Le mouvement qui se développe actuellement en Europe pour la reconnaissance de la Palestine est positif. Mais n'est-ce pas trop tard ? »

La fondation d'Israël est liée à l'histoire de l'Europe. En 1917, avec la Déclaration Balfour, la Grande-Bretagne permet la création d'un foyer juif en Palestine qui, toutefois, ne devait pas « porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine » ! Ben Gourion, Chaïm Weizman, les fondateurs d'Israël sont nés en Europe. Le génocide juif a été organisé en Europe... « C'est à l'Europe de se manifester aujourd'hui sur ce terrain » estime Yacine.

## UN ESPOIR ET UN SIGNAL

La reconnaissance de l'État palestinien avance donc lentement dans les enceintes internationales.

Dans cette démarche « unilatérale » Israël ne voit qu'un refus de négociations directes

alors que celles-ci « sont mortes » pour de nombreux observateurs. « Au fil des ans, chaque action politique palestinienne se voit immédiatement torpillée par de nouvelles implantations ou blocs de colonies sur les points névralgiques » dénie ainsi « l'existence et les droits des Palestiniens sur cette terre vide... ou vidée » rappelle Sébastien Bousois chercheur associé à l'ULB. Combien d'actions « unilatérales » n'ont-elles pas permis aux Israéliens de plus que doubler le nombre de colons juifs en territoires palestiniens occupés depuis les années nonante et « jamais de sanctions, même pas la seule menace de sanctions. » Plus de 4 millions de personnes vivent sous occupation militaire depuis 1967. Comment donc reprocher à Mahmoud Abbas de chercher à passer par la voie diplomatique plutôt que de recourir à la violence, qui serait gravement dommageable aux populations ? Certes, le Conseil de sécurité des Nations unies vient de rejeter, au moment où nous écrivons, une résolution palestinienne proposant un accord de paix entre l'Autorité palestinienne et Israël d'ici un an. Mais les Palestiniens comptent bien poursuivre sur ce terrain en multipliant les efforts de reconnaissances au niveau d'autres instances internationales.

## UN « ÉTAT NATIONAL JUIF » ?

Israël n'a cessé de pousser en avant sa volonté de coloniser la Cisjordanie. Au 1<sup>er</sup> mai dernier Benjamin Netanyahu avait annoncé, après

l'échec des négociations menées par le secrétaire d'État américain John Kerry, son intention de redéfinir le statut d'Israël comme « État national pour le peuple juif ».

Ce discours, la famille de Yacine l'a reçu en direct comme une nouvelle humiliation. Devant la télévision, silence glacial dans le salon. Les mines deviennent graves. Les téléphones vibrent. La nouvelle est largement commentée. Pas de paroles de haine, mais de la désespérance : « Que nous veulent-ils encore ? » Que deviendront 1,7 million d'Arabes israéliens (plus de 20% de la population d'Israël), déjà citoyens de seconde zone ?

Cette proposition du Premier ministre israélien est discutée en Israël même. Le gouvernement a été démissionné. La majorité actuelle espère se renforcer sur sa droite aux prochaines élections.

Ces dernières semaines, Israël a fait monter la tension sur le front religieux avec la tentative de judaïsation de la mosquée Al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam et la rupture du statu

quo à Jérusalem-Est par la construction de nouvelles implantations juives dans la ville arabe. Il s'agit là d'un tournant stratégique important dont on n'a pas encore mesuré les conséquences.

## UN CONFLIT SUICIDAIRE

En Palestine, comme en Israël le taux de pauvreté est stupéfiant. Selon la Banque mondiale : environ 25% en Palestine, environ 16% en Israël. Selon le rapport du centre de recherche sociopolitique israélien, le *Taub Center*, le prix des logements, le coût de la vie est insupportable pour les classes moyennes et inférieures. Le taux de croissance d'Israël proche de zéro après la guerre de Gaza. Sur le terrain économique, Benjamin Netanyahu devrait être battu aux prochaines élections. Mais nul ne doute que celui-ci mènera campagne sur les thèmes classiques de la sécurité plutôt que de tenter d'arriver à la paix par le développement économique et social, comme le propose l'Europe. Netanyahu, affirme l'agence de presse *Al Monitor*, « ne semble pas prêt à saisir les dividendes de la paix ». Il choisit « de gérer le conflit plutôt que de le résoudre ».

Christian VAN ROMPAEY

Sébastien BOUSSOIS, *Israël entre quatre murs. La politique sécuritaire dans l'impasse*. GRIP. 2014. Prix : 13,90 € -10% = 12,51 €.

*Al Monitor*, agence de presse spécialisée dans les questions du Moyen-Orient.

*Taub Center*, Centre de recherche socio-politique israélien

☞ <http://taubcenter.org.il/>

Banque mondiale ☞ [www.banquemondiale.org/](http://www.banquemondiale.org/)

## INDICES

**DEMANDE.** La Conférence des évêques du Luxembourg a diffusé un mémorandum commun réclamant l'introduction d'un cours des religions dans les écoles publiques. Il est signé par huit communautés religieuses établies au Grand-duché : le Culte israélite, l'Église anglicane, l'Église catholique, l'Église orthodoxe, l'Église protestante, l'Église protestante réformée, l'Église néo-apostolique et la Shoura musulmane.



**PAUVRETÉ.** La Croix-Rouge a choisi de se lancer dans le crowdfunding, afin de sensibiliser les Belges à la pauvreté. L'utilisation de ce financement participatif lancé sur internet a pour but de financer la création de trois nouvelles épiceries sociales à Schaerbeek, Ciney et Boussu. Une vidéo invite les internautes à participer : <http://fr.ulule.com/croixrouge-schaerbeek/>

**LOCATION.** À Sainte-Thérèse, petite localité du Québec, l'église a trouvé un moyen original d'alimenter ses finances : la moitié de la semaine, l'édifice est désacralisé et loué à un producteur de spectacles. Respectueux du lieu, ce dernier veille à ce que la programmation proposée ne dépasse pas certaines limites.

**REMISE EN QUESTION.** « Qu'est-ce que



le Conseil Interdiocésain des Laïcs doit devenir ? » Alors que son président Peter Annegarn termine son mandat, le CIL s'interroge sur son avenir dans une société en changement, face à des moyens humains et financiers de plus en plus réduits. Le CIL veut rassembler l'énergie et la compétence de chrétiens prêts à dialoguer. Pour lancer cette réflexion, il a désigné pour un an une équipe d'animation transitoire, présidée par Stéphane Houbion (mouvement Jeunes Et Citoyens-JEC).